

Enarchie : le sinistre retour aux vieilles habitudes

Posté le : 1 juillet 2017 15:15 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Pays en voie de développement, Humeur, Europe de l'est, Attitudes, hyperfiscalité, Fiscalité

Le Macron de première génération, révolté par les blocages du gouvernement socialiste auquel il participait, était intéressant. Sur de nombreux sujets, il rejoignait nos critiques incessantes. Perte de compétitivité liée aux 35 heures ; découragement de l'investissement par l'ISF ; excès de protection des salariés permettant aux plus malhonnêtes de ruiner les PME ; excès du nombre de fonctionnaires ; excès d'impôts ; excès de parlementaires ; excès de dépenses publiques ; surréglementations pénalisantes ; blocages de la loi Duflot ; etc.

Le second Macron, l'auteur du livre Révolution, commençait à l'être moins. Le livre était incantatoire, moralisateur, attrape tout, tenté par l'oxymore à chaque paragraphe et ne proposait plus rien de vraiment concret et d'important. On sentait une volonté de « dépasser le clivage gauche-droite pour que sautent les blocages qui nous nuisent tant et depuis si longtemps », mais rien de radical n'était dit sur les actions concrètes à mener.

Le troisième Macron, le candidat à programme, s'avérait un vil démagogue, pratiquant l'achat de vote sans vergogne (<http://cee.e-toile.fr/index.cfm/2017/3/2/Que-penser-du-programme-Macron-...>). Il s'agissait de dire à chacun ce qu'il voulait entendre et de laisser croire à tous que ce serait bon pour le pays. On ne supprimait plus l'ISF, on ne supprimait plus les 35 heures. On distribuait l'argent des uns aux autres en fonction de leur poids électoral présumé. Pas une aspérité. Sur tous les sujets qui fâchent, RSI défaillant, pérennité du CICE, heures supplémentaires défiscalisées, la réponse était toujours : oui, oui, oui. Et encore oui.

Monsieur OUI et sa Youpee attitude, ont gagné. De peu. Il s'en est fallu que du déplacement de 2.5 % des votes de droite.

Marquées par une abstention jamais vue (et porteuse de graves inquiétudes), les élections législatives ont vu ce léger ébranlement se traduire en un glissement gigantesque du terrain politique, sans aucun débat, sur aucun sujet, les retournements de veste suffisant à nourrir les gazettes. Avec l'adhésion de 12 % des inscrits, l'Énarque Macron, après avoir trahi son mentor énarque, est Président de la République et dispose d'une chambre jaune, mais sans mystère, pléthorique et malléable. Au nom de la morale on voit l'Assemblée Nationale présidée par un renégat, discutant avec un Premier Ministre énarque renégat, d'un budget présenté par un Ministre des Finances énarque renégat, alors que tout le pouvoir est concentré à l'Élysée qui est devenu, comme jamais, un terrain de jeu de l'Énararchie. « Il y a des Énarques partout », remarque un « visiteur du soir » à l'ancienne mode. Normal, puisque la victoire a été obtenue à la suite d'un pronunciamiento d'Énarques dévoyés.

Comme Giscard, un ex-jeune Énarque adepte du changement dans la continuité, le nouveau Président « fait de la communication ». Un peu de prestance comme Giscard et d'abus, comme Giscard, mais bien plus vite. On n'a pas encore les airs d'accordéon et l'invitation faite aux éboueurs, mais on sent que cela vient. On a déjà le président en sportif, sur les quais, façon Poutine, mais sans les pectoraux. Giscard avait invité son premier ministre à Brégançon avec son prof de

tennis (qu'il omettait de payer tout en exigeant de lui fournir à chaque leçon des balles neuves). Macron s'invite à Versailles un jour avant le discours d'investiture du Premier Ministre dont la volte politique disgracieuse et opportuniste ne lui permet plus de se plaindre des couleuvres qu'on sera amené à lui faire avaler à répétition. Nemo auditur suam profram turpitudinem allegans.

On entend de façon subliminale ce beau discours à Édouard Philippe :

- « Cause toujours mon lapin à ton troupeau de communiantes, menés à l'Assemblée par mon copain disqualifié Ferrand, mutualiste tendance « poulettes et cupidité ». C'est moi, Macron, qui a désormais toutes les clés, tous les pouvoirs. Mesure ta chance : les retraites, dont on n'a jamais parlé pendant la campagne électorale sombrent dans le déficit ? Pas une remarque dans la presse. Le chômage qu'on disait maîtrisé, monte à 6 600 000, mesuré par les inscriptions à Pôle emploi. Un record historique : pas un mot négatif dans la presse. Les comptes publics étaient totalement dévoyés dans leur présentation, comme l'affirmait le candidat Fillon. Confirmation : 9 milliards de chutes la première année, 18 milliards la seconde. Pas la moindre réaction dans la presse. Ces idiots commentent ma photo photoshopée et pourrie de symboles de gamin. Et bientôt mon fanion présidentiel ou la dernière tenue de Brizitte. C'est ta chance. Laisse-moi faire et obéit ».

On retrouve la même technique employée par tous les démagogues depuis des lustres en France : les promesses n'engagent que ceux qui y croient et la belle excuse fonctionne toujours : « les circonstances me conduisent à différer car mes prédécesseurs m'ont laissé un terrain miné et moi je suis un type bien et responsable. Je ne vais pas faire n'importe quoi, je veux dire, appliquer mon programme ». Comme disait Edgar Faure : « Le contexte nuit aux textes cons ». Il aurait pu ajouter à la Audiard : « C'est comme cela qu'on les reconnaît ».

Alors qu'on se souvient des rodomontades des candidats aux deux primaires : l'important c'est de dire avant ce qu'on va faire et de tenir après. « Les vilains démagogues façon Hollande et Sarkozy qui ont fait le contraire de ce qu'ils ont promis, c'est fini ! », disait-on.

Voici donc le premier ministre brandissant un prétendu sens des responsabilités pour reporter en bloc tout ou presque du programme électoral du candidat Macron, sauf les mesures franchement démagogiques qui ne coûtent rien aux hauts fonctionnaires, comme « donner du pouvoir d'achat aux salariés avec l'argent des indépendants et des retraités » et qui aideront à faire passer la pilule.

On va donc faire voter des lois poudre aux yeux comme celle sur la moralisation de la vie publique, comme si la démagogie et le retournement de veste étaient des attitudes morales (tous les auteurs de coups d'État prétendent à la pureté retrouvée), et celle sur le droit du travail, dont on prétend qu'elle libérera l'emploi, alors qu'elle est totalement insignifiante et ne concerne que les grands groupes, qui de toute façon ont un régime fiscal dérogatoire et peuvent délocaliser à volonté (et bientôt pour moins cher).

Comme Hollande, comme Chirac, comme Giscard, comme tous les énarques, Macron cède aux « sociétalisme » qui valorisent l'image « moderniste » et réformatrice, et ne coûte en apparence rien à l'État. Toutes les revendications immigrationnistes, multiculturalistes, homosexuelles portées par des minorités agissantes reviennent au premier plan. Pour les revendications européistes, il va falloir la jouer fine. Le départ des britanniques et diverses dérives conduisent la Commission à réclamer un impôt européen massif (on parle de démarrer à 80-100 milliards avec un doublement en cinq ans). Le triomphe du « sympathique Macron » au dernier conseil européen n'a été perçu que par la presse française. Elle n'a pas voulu s'étendre sur son premier grand échec : sa demande de modification de la directive emploi détaché a été platement éconduite. Même triomphe que Hollande dans sa renégociation du traité Merkozy ! Le goût pour les normes coûteuses et excessives devait être maîtrisé. On maintient des interdictions qui vont au-delà des normes européennes (en important des produits qui ne les appliquent pas). On découvre, sans réagir, que 4.5 milliards d'euros, non

financés, devront être dépensés par les collectivités locales pour se mettre aux normes de chauffage. Les fonctionnaires arbitrent la société pour le bien commun et coûte que coûte. Qu'on se le dise !

Tout continue comme avant. Impôts, dépenses, normes, contraintes, soumission à l'Europe, armes rendues devant les groupuscules : du Hollande 2012 pur jus.

On ne fera aucune des réformes de fond qui auraient un véritable effet sur les causes des difficultés françaises et dont aucun aspect n'a été débattu depuis décembre 2016 pendant la campagne électorale.

Le Macron de l'été 2017 est le même que le conseiller de Hollande de l'été 2012, avec le même système : pour commencer, un coup de matraque fiscale ciblée (ici avec la CSG, augmentée de plus de 12 %), tout en faisant de la com'. Pour le reste on bloque tout, notamment les dépenses d'investissement, on pose, on jacte et on laisse la piétaille En Marche piétiner comme les soldats d'opérette qui chantent « en avant, c'est nous l'avenir » en restant sur place.

Le Français est né malin, comme chacun sait. Il jure mais un peu tard qu'on ne l'y reprendra plus ! C'est promis, la prochaine fois il votera pour le candidat le plus sérieux qui a un vrai programme de rupture et qui ne se laisse pas aller à la démagogie.

Si l'Énarchie le veut bien et si M. Mélenchon ne casse pas les urnes.

En attendant : Wet and sea.